

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques

Rodez, le 01/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS CENTRALE EOLIENNE DES SOUTETS

Crassous
parc éolien de Faydunes
12400 ST AFFRIQUE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement SAS CENTRALE EOLIENNE DES SOUTETS implanté Crassous parc éolien de Faydunes 12400 ST AFFRIQUE. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-01-25-002 du 25 janvier 2021. L'inspection du 19 août 2021 n'avait pas permis de lever la totalité des prescriptions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CENTRALE EOLIENNE DES SOUTETS
- Crassous parc éolien de Faydunes 12400 ST AFFRIQUE
- Code AIOT dans GUN : 0006809952
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non

Le parc éolien de Faydunes est exploité par la société Centrale Eolienne des Soutets.

Le parc est situé au lieu dit « Crassous », sur la commune de Saint-Affrique (12400). Il est constitué de six aérogénérateurs de marque ENERCON (E82-E4 mât béton) d'une hauteur au moyeu de 84 mètres et de puissance unitaire de 2,3 MW pour une puissance totale du parc de 13,8 MW. La hauteur en bout de pale d'une éolienne est de 125 m.

Le parc éolien de Faydunes a été mis en service le 1er avril 2019. Il a été construit par la société Théolia France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets - biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD n° 2021-01-25-002 du 25 janvier 2021	AP de Mise en Demeure du 25/01/2021, Article 1er	/	
APC n°12-21-06-01-00005 du 1er juin 2021	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement n'a relevé aucune non-conformité.

L'inspection propose à Madame la préfète la levée de la mise en demeure n° 2021-01-25-002 du 25 janvier 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : APMD n° 2021-01-25-002 du 25 janvier 2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/01/2021, article Article 1er
Prescription contrôlée : La société Centrale Eolienne des Soutets, dont le siège social se situe 1330 avenue JRGG de la Lauzière Europarc de Pichaury Bat B9 – BP80199 13795 Aix-en-Provence, exploitant un parc éolien sur la commune de Saint-Affrique, est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles suivants : Dans un délai de deux mois : - article R. 541-45 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété - article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour ; - article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisées à les prendre en charge.
Constats : Ces prescriptions avaient déjà été regardées lors de la dernière inspection du 19 août 2021 où l'inspection avait constaté la fourniture du registre de suivi des déchets et la mise en place d'un container sur site pour l'entreposage des déchets durant la maintenance; les derniers BSD n'étant pas au nom de la société exploitant le parc éolien. Par mail du 22 décembre 2021, l'exploitant a fourni le dernier BSD au nom de la société Centrale Eolienne des Soutets. L'inspection constate que le BSD 2501-2110-020801 est correctement complété. De plus, par mail du 5 janvier 2022, l'exploitant a fourni le registre de suivi des déchets au nom de la SAS Centrale Eolienne des Soutets. Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'un container à proximité de l'éolienne CESOU2. L'exploitant a précisé qu'une nouvelle maintenance devait débuter.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : APC n°12-21-06-01-00005 du 1er juin 2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3 - Mise en place d'une mesure de réduction du risque de collision pour le Faucon crécerellette</p> <p>Durant l'exploitation du parc éolien, un suivi ciblé sur le Faucon crécerellette est réalisé sur la période du 1er août au 30 septembre, à hauteur de 2 journées de suivi par semaine.</p> <p>L'exploitant rédigera une procédure pour la mise à l'arrêt diurne des 6 éoliennes à réception d'une notification de la part du bureau d'études réalisant les suivis de la présence du Faucon crécerellette aux abords du parc éolien. Le rapport de ce suivi est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard au 31 décembre de l'année concernée.</p>
<p>Constats : Par mail du 2 septembre 2021, l'exploitant avait fourni à l'inspection la procédure d'arrêt.</p> <p>Par mail du 22 décembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de suivi ciblé sur le Faucon crécerellette effectué en 2021 par EXEN. Le planning des visites sur site réalisé par EXEN a été fourni par l'exploitant à l'issue de l'inspection.</p> <p>L'inspection constate que le suivi a été réalisé du 3 août 2021 au 1er octobre 2021 à raison de deux journées par semaine</p>
Type de suites proposées : Sans suite